

RCS : BORDEAUX

Code greffe : 3302

Actes des sociétés, ordonnances rendues en matière de société, actes des personnes physiques

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

Le greffier du tribunal de commerce de BORDEAUX atteste l'exactitude des informations transmises ci-après

Nature du document : Actes des sociétés (A)

Numéro de gestion : 2007 B 04358

Numéro SIREN : 501 637 177

Nom ou dénomination : SOGEFI TRAVAUX

Ce dépôt a été enregistré le 21/08/2018 sous le numéro de dépôt 55859

Le présent acte a été
déposé au Greffe du
Tribunal de commerce
de Bordeaux

Le 21 AOUT 2018

sous le N°55859.....

SOGEFI TRAVAUX
Société par actions simplifiée
Au capital de 11.218.826 euros
27, rue Alessandro Volta – Espace Phare
33700 MERIGNAC
501 637 177 RCS BORDEAUX

Relevé à : SFR VICE DÉPARTEMENTAL DE L'ENREGISTREMENT
BORDEAUX
Le 03/07/2018 Dossier 2018 28999, référence 2018 A 09952
Enregistrement : 500 € Pénalités : 0 €
Total liquidité : Cinq cents Euros
Montant reçu : Cinq cents Euros
Le Contrôleur des finances publiques

**PROCES VERBAL DES DECISIONS DU PRESIDENT
EN DATE DU 25 JUN 2018**

L'an deux mille dix-huit, et le vingt-cinq juin,

Monsieur Xavier BOUCKAERT, Président de la société SOGEFI TRAVAUX, société au capital de 11.218.826 euros, dont le siège social est sis 27, rue Alessandro 33700 MERIGNAC, et immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés numéro 501 637 177,

ETANT PREALABLEMENT RAPPELE

Que par acte unanime en date du 23 juin 2017, les associés de la Société ont pris les décisions suivantes :

« TROISIEME DECISION

Les Associés, après avoir entendu la lecture du rapport du Président et du rapport spécial du Commissaire aux comptes, décident à l'unanimité d'autoriser le Président, en application des dispositions des articles L 225-129-6, L 225-138-1 et L 225-197-1 du Code de commerce, à procéder à une attribution gratuite d'actions de la Société au profit de Dirigeants de la Société (en ce compris le Président, les Directeurs Généraux, les Directeurs Généraux Délégués de la Société), dont il appartiendra au Président de déterminer l'identité, en fonction des critères et conditions d'attribution qu'il aura défini, dans la limite de 146.395 actions représentant 1,29 % du capital social et à augmenter corrélativement, en une ou plusieurs fois et sur ses seules décisions, le capital social d'un montant nominal qui ne pourra excéder 146.395 euros, soit 1,29% du capital social, par prélèvement sur les réserves disponibles de la Société à l'expiration de la période d'acquisition de ces actions gratuites rendant leur attribution définitive.

Les Associés constatent que l'autorisation d'attribuer gratuitement les actions, emporte renonciation automatique des associés à leur droit préférentiel de souscription au profit des bénéficiaires des actions attribuées gratuitement, l'augmentation correspondante étant définitivement réalisée du seul fait de l'attribution définitive des actions à leurs bénéficiaires.

Cette augmentation de capital sera réalisée par incorporation et prélèvement sur les réserves disponibles de la Société.

L'attribution gratuite des actions nouvelles à leurs bénéficiaires ne sera définitive qu'au terme d'une période d'acquisition, dont la durée minimale est fixée à un an.

En cas de démission pendant cette période d'acquisition, les bénéficiaires perdent leurs droits à l'attribution gratuite des actions.

Thierry CALANCA
Commissaire des finances publiques

En cas de départ à la retraite ou d'invalidité autre que celle présentant les caractéristiques visées à l'article L. 225-197-1 I alinéa 5 du Code de commerce pendant cette période d'acquisition, les bénéficiaires pourront demander l'attribution gratuite des actions dans un délai de 6 mois à compter de l'événement.

La durée de cette période d'acquisition sera réduite et l'attribution considérée comme définitive, avant même l'expiration de la durée ci-dessus fixée en cas d'invalidité du bénéficiaire le rendant absolument incapable d'exercer une profession quelconque.

Les actions gratuitement attribuées aux dirigeants de la Société devront être conservées par ces derniers jusqu'à la cessation de leurs fonctions, la cession desdites actions étant interdite avant cette date.

QUATRIEME DECISION

Les Associés décident à l'unanimité que l'autorisation visée sous la décision précédente est consentie pour une durée de 38 mois à compter de ce jour.

Dans ce cadre, les Associés décident à l'unanimité de déléguer tous pouvoirs au Président pour mettre en œuvre cette autorisation, dans les limites et sous les conditions précisées ci-dessus, à l'effet notamment de :

- *fixer les conditions et critères d'attribution que devront remplir les bénéficiaires d'actions nouvelles ;*
- *déterminer, en application de ces conditions et critères, l'identité des bénéficiaires de l'attribution gratuite d'actions nouvelles ;*
- *décider du nombre d'actions à émettre ;*
- *constater, à l'expiration de la période d'acquisition, la réalisation de l'augmentation de capital à concurrence du montant des actions qui seront effectivement attribuées gratuitement aux personnes désignées par le Président ;*
- *procéder aux formalités consécutives et apporter aux statuts les modifications corrélatives ;*
- *et d'une façon générale, prendre toutes mesures pour la réalisation de l'augmentation de capital dans les conditions prévues par les dispositions législatives et réglementaires.*

CINQUIEME DECISION

Conformément à la loi, les Associés décident à l'unanimité que l'Assemblée Générale sera informée, dans un rapport spécial établi à cet effet par le Président des attributions d'actions gratuites effectuées en vertu de l'autorisation consentie sous la première décision. Ce rapport devra contenir toutes les mentions visées à l'article L 225-197-4 du Code de commerce. »

Que par une décision en date du 23 juin 2017, le Président a pris les décisions suivantes :

« Le Président rappelle qu'en application des dispositions de l'article L. 225-197-1 du Code de commerce, les Associés aux termes d'un Acte unanime des Associés en date du 23 juin 2017, l'ont autorisé à attribuer, en une ou plusieurs fois, pendant une période de 38 mois, 146.395 actions gratuites, représentant 1,29 % du capital de la Société, au profit de Dirigeants de la Société (en ce compris le Président, les Directeurs Généraux, les Directeurs Généraux Délégués de la Société).

Il a également été délégué au Président dans les limites et les conditions de son autorisation, les pouvoirs les plus étendus pour :

- *fixer les conditions et critères d'attribution que devront remplir les bénéficiaires d'actions nouvelles attribuées gratuitement ;*
- *déterminer, en application de ces conditions et critères, l'identité des bénéficiaires de l'attribution gratuite d'actions nouvelles ;*

Le Président décide d'user de cette faculté et de réserver cette attribution gratuite au profit du Directeur Général Délégué de la Société.

Les actions gratuites sont donc attribuées à la personne suivante, réunissant ces conditions et critères :

- *A Monsieur Xavier MARCHESNAY à hauteur de 146.395 actions de la Société.*

Le Président rappelle que, conformément aux dispositions légales applicables et aux termes de l'Acte unanime des Associés en date du 23 juin 2017, l'attribution gratuite des actions nouvelles de la Société à leurs bénéficiaires ne sera définitive qu'au terme d'une période d'acquisition d'une durée d'un an. Pendant cette période, les bénéficiaires ne seront pas titulaires des actions qui leur auront été attribuées et les droits résultant de cette attribution seront incessibles.

Pendant cette période, en cas de départ à la retraite ou d'invalidité autre que celle visée à l'article L 225-197-1, 1 alinéa 5 du Code de commerce, les bénéficiaires pourront demander l'attribution gratuite des actions dans un délai de 6 mois à compter de l'événement.

La durée de cette période d'acquisition sera réduite et l'attribution considérée comme définitive, avant même l'expiration de la durée ci-dessus fixée en cas d'invalidité du bénéficiaire le rendant absolument incapable d'exercer une profession quelconque.

Les actions gratuitement attribuées aux dirigeants de la Société devront être conservées par ces derniers jusqu'à la cessation de leurs fonctions, la cession desdites actions étant interdite avant cette date.

L'attribution gratuite sera effectuée au moyen de l'émission d'actions nouvelles, par augmentation du capital de la société réalisée par voie d'incorporation de réserves, bénéfices, primes d'émission ou d'apport. Cette augmentation de capital sera définitivement réalisée du seul fait de l'attribution définitive des actions à leurs bénéficiaires, à l'expiration de la période d'acquisition définie par les Associés, l'autorisation emportant, de plein droit, au profit des bénéficiaires des actions attribuées gratuitement, renonciation des actionnaires à leur droit préférentiel de souscription.

Sous réserve des dispositions ci-dessus, relatives à la période d'acquisition définitive des actions et à la période minimale de conservation de celles-ci, les actions nouvelles attribuées gratuitement au Directeur Général Délégué, seront entièrement assimilées aux actions anciennes et jouiront des mêmes droits que les actions anciennes.

Le Président rappelle qu'il dispose de tous pouvoirs pour informer le Bénéficiaire ci-dessus désigné, de l'attribution gratuite qui leur est réservée et des conditions de celle-ci.

Conformément à la loi, l'assemblée générale ordinaire sera informée, dans un rapport spécial, des opérations d'attribution d'actions réalisées en vertu de l'autorisation accordée le 23 juin 2017. »

A PRIS LES DECISIONS SUIVANTES RELATIVES A :

- Constatation de la réalisation définitive de l'augmentation du capital social résultant de l'attribution gratuite d'actions à Monsieur Xavier MARCHESNAY ;
- Modification corrélatives des statuts ;
- Pouvoir en vue des formalités.

ATTRIBUTION GRATUITE D' ACTIONS A M. Xavier MARCHESNAY

Les associés, par décision unanime du 23 juin 2017, ont délégué au Président tout pouvoir aux fins :

- de constater, à l'expiration de la période d'acquisition, la réalisation de l'augmentation de capital à concurrence du montant des actions qui seront effectivement attribuées gratuitement aux personnes désignées par le Président,
- de procéder aux formalités consécutives et apporter aux statuts les modifications corrélatives,
- et d'une façon générale, prendre toutes mesures pour la réalisation de l'augmentation de capital dans les conditions prévues par les dispositions législatives et réglementaires.

Le Président, usant des pouvoirs qui lui ont été conférés par les associés :

- Constate l'expiration de la période d'acquisition des actions gratuites et l'attribution définitive de 146.395 actions gratuites de la société au profit de Monsieur Xavier MARCHESNAY.
- Constate la réalisation de l'augmentation de capital correspondante, par prélèvement d'une somme de 146.395 euros sur le compte « Autres réserves », dont le montant au 31 décembre 2017 s'élève à 4.526.205 euros et la création et l'émission de 146.395 actions nouvelles, d'une valeur nominale de 1,00 euro chacune, étant précisé que, conformément à la loi, l'autorisation conférée par les associés en vue de l'attribution gratuite d'actions à Monsieur Xavier MARCHESNAY, emporte de plein droit, au profit de ce derniers renonciation par les associés de la société à leurs droits préférentiel de souscription.

Sous réserve des dispositions relatives à la période minimale de conservation des actions gratuitement attribuées, telle que définie par le Président en date du 23 juin 2017, ces actions nouvelles seront entièrement assimilées aux actions anciennes et jouiront des mêmes droits que les actions anciennes, à compter de ce jour.

MODIFICATIONS CORRELATIVES DES STATUTS

Le Président décide, en conséquence de ce qui précède, de modifier les articles « 6 – FORMATION DU CAPITAL » et « 7 – CAPITAL SOCIAL » des statuts comme suit :

Il est ajouté un dernier alinéa à l'article « 6 – FORMATION DU CAPITAL », à savoir :

*« Par décision du Président en date du 25 juin 2018, prise conformément aux pouvoirs qui lui ont été conférés par décisions unanimes des associés en date du 23 juin 2017, le capital social a été augmenté d'un montant total de cent quarante-six mille trois cent quatre-vingt-quinze euros (146.395 €),
Ci,146.395 €*

Le capital social a été ainsi porté à la somme de 11.365.221 euros. »

L'article « 7 – CAPITAL SOCIAL » est purement et simplement remplacé par ce qui suit :

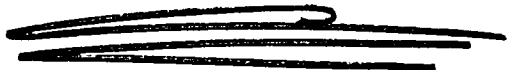
« Le capital social est fixé à ONZE MILLIONS TROIS CENT SOIXANTE-CINQ MILLE DEUX CENT VINGT-ET-UN EUROS (11.365.221 €).

Il est divisé en 11.365.221 actions de 1 euro chacune de même catégorie. »

POUVOIR A DONNER

Le Président décide de déléguer tous pouvoirs au porteur d'une copie ou d'un extrait des présentes à l'effet d'accomplir toutes formalités légales.

Le Président
Monsieur Xavier BOUCKAERT



SOGEFI TRAVAUX
SOCIETE PAR ACTIONS SIMPLIFIEE
Au capital de 11.365.221 euros
27, rue Alessandro Volta – Espace Phare
33700 MERIGNAC
501 637 177 RCS BORDEAUX

Le présent acte a été
déposé au Greffe du
Tribunal de commerce
de Bordeaux

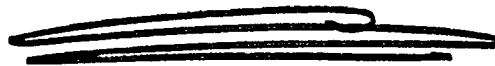
Le 21 AOUT 2018

sous le N°.....55859

STATUTS

Mis à jour par décision du Président en date du 25 juin 2018

Carlier en Saunier

A thick, horizontal, double-lined scribble or signature mark.

La soussignée :

La Société SOGIFI Groupe Cassous, Société anonyme à Directoire et Conseil de surveillance au capital de 6.200.000 euros, ayant son siège social 27 rue Alessandro Volta - Espace Phare, 33700 MERIGNAC, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés sous le numéro 310 776 299 RCS BORDEAUX, représentée par Monsieur Xavier BOUCKABRT en qualité de Président du Directoire, dûment habilité à l'effet des présentes.

ladite société ci-après dénommée " l'associé unique "

a établi ainsi qu'il suit les statuts de la société qu'elle a décidé d'instituer.

ARTICLE 1er - FORME

La société est une société par actions simplifiée régie par les dispositions législatives et réglementaires applicables à cette forme de société et par les présents statuts.

La société a été constituée par acte établi sous seing privé à Mérignac en 2007 sous la forme d'une société à responsabilité limitée à associé unique.

Par décision de l'associé unique en date du 23 décembre 2008, elle a été transformée en société par actions simplifiée.

Elle ne peut faire publiquement appel à l'épargne.

ARTICLE 2 - DÉNOMINATION

La société est dénommée SOGIFI TRAVAUX.

Dans tous les actes et documents émanant de la société et destinés aux tiers, la dénomination doit être précédée ou suivie immédiatement des mots "société par actions simplifiée" ou des initiales "S.A.S." et de l'énonciation du capital social.

ARTICLE 3 - OBJET

La société a pour objet :

- La gestion d'un portefeuille de valeurs mobilières, l'acquisition de toutes valeurs mobilières et de tous droits sociaux, quelle que soit leur forme, de tous biens ou droits immobiliers, corporels ou incorporels, le tout pour son propre compte, notamment dans le domaine des travaux publics,
- Le conseil et l'assistance commerciale, administrative, technique et toutes prestations de services à toutes entreprises ou organismes, filiales directes ou indirectes,
- La participation de la Société, par tous moyens, directement ou indirectement, dans toutes opérations pouvant se rattacher à son objet par voie de création de sociétés nouvelles, d'apport, de souscription ou d'achat de titres ou droits sociaux, de fusion ou autrement, de création, d'acquisition, de location, de prise en location-gérance de

tous fonds de commerce ou établissements, la prise, l'acquisition, l'exploitation ou la cession de tous procédés et brevets concernant ces activités.

Elle peut réaliser toutes les opérations qui sont compatibles avec cet objet, sy' rapportant et contribuent à sa réalisation.

ARTICLE 4 – SIEGE

Le siège social de la société est fixé 27, rue Alessandro Volta – Espace Phare – 33700 MERIGNAC.

ARTICLE 5 – DUREE

La durée de la société est de 99 années, à compter de son immatriculation au registre du commerce et des sociétés, sauf prorogation ou dissolution anticipée.

ARTICLE 6 – FORMATION DU CAPITAL

Les apports faits par l'associé unique à la constitution de la société, d'un montant de 1.000 euros et formant le capital d'origine ont tous été des apports de numéraire.

Aux termes des décisions prises par l'associé unique en date du 23 décembre 2008, le capital social a été augmenté d'un montant de trente-neuf mille euros (39.000 €) par émission de trente-neuf mille (39.000) parts sociales intégralement souscrites par la société SOGEFI GROUPE CASSOUS au moyen d'un apport en numéraire de trente-neuf mille euros (39.000 €).

Aux termes des décisions prises par l'associé unique en date du 23 décembre 2008, rectifiées par décisions du 31 décembre 2008, le capital social a été augmenté de huit millions huit cent deux mille trois cent dix-neuf euros (8.802.319 €) au moyen de la création de 8.802.319 actions nouvelles de valeur nominale de 1 euro, en rémunération de l'apport de titres par la société SOGEFI GROUPE CASSOUS, évalués à la somme globale de huit millions huit cent deux mille trois cent dix-neuf euros (8.802.319 €)

Ci,8.802.319 €

Aux termes des décisions prises par l'associé unique en date du 23 décembre 2008, le capital social a été augmenté de un million trois cent quatre-vingt-six mille trois cent quatre-vingt euros (1.386.380 €) au moyen de la création de un million trois cent quatre-vingt-six mille trois cent quatre-vingt (1.386.380) actions nouvelles de valeur nominale de 1 euro, en rémunération de l'apport de titres par la société SOGEFI GROUPE CASSOUS, évalués à la somme globale de un million trois cent quatre-vingt-six mille trois cent quatre-vingt euros (1.386.380 €)

Ci,1.386.380 €

Le capital social a été porté à la somme de 11.218.826 € à la suite de l'augmentation de capital par attribution gratuite d'actions pour un montant de 990.127 €, selon décisions de l'Associé Unique et du Président en date du 18 mars 2009 et du Président du 21 mars 2011.

Par décision du Président en date du 25 juin 2018, prise conformément aux pouvoirs qui lui ont été conférés par décisions unanimes des associés en date du 23 juin 2017, le capital social a été augmenté d'un montant total de cent quarante-six mille trois cent quatre-vingt-quinze euros (146.395 €),

Ci,146.395 €

Le capital social a été ainsi porté à la somme de 11.365.221 euros.

ARTICLE 7 CAPITAL

Le capital social est fixé à ONZE MILLIONS TROIS CENT SOIXANTE-CINQ MILLE DEUX CENT VINGT-ET-UN EUROS (11.365.221 €).

Il est divisé en 11.365.221 actions de 1 euro chacune de même catégorie.

ARTICLE 8 - AVANTAGES PARTICULIERS - ACTIONS DE PREFERENCE

Les présents statuts ne stipulent aucun avantage particulier, y compris au profit de tiers.

La société peut créer des actions de préférence avec ou sans droit de vote, assorties de droits particuliers de toute nature, à titre temporaire ou permanent. Elle a toujours la faculté d'exiger le rachat de la totalité de ses propres actions de préférence ou de certaines catégories d'entre elles.

ARTICLE 9 - FORME DES TITRES DE CAPITAL ET AUTRES VALEURS MOBILIERES

Les titres de capital et toutes autres valeurs mobilières pouvant être émises par la société revêtent obligatoirement la forme nominative. Elles sont inscrites en compte au nom de leur propriétaire.

ARTICLE 10 - MODIFICATIONS DU CAPITAL

Le capital peut être augmenté, amorti ou réduit, par décision de l'associé unique par les moyens et selon les modalités prévus par la loi pour les sociétés anonymes.

ARTICLE 11 - TRANSMISSION DES TITRES DE CAPITAL ET DES VALEURS MOBILIERES DONNANT ACCES AU CAPITAL - AGREMENT

La transmission des titres de capital et des valeurs mobilières donnant accès au capital, s'opère par virement de compte à compte dans les livres de la société. Seuls les titres libérés des versements exigibles peuvent être admis à cette formalité.

Les cessions ou transmissions d'actions de l'associé unique, quelle qu'en soit la forme, s'effectuent librement.

Il en est de même des valeurs mobilières donnant accès au capital, souscrites par l'associé unique. Toutefois, leur cessionnaire et tout cessionnaire successif ne peuvent eux-mêmes les céder ou les transmettre sous quelque forme que ce soit, sans l'agrément préalable de l'associé unique, dans les conditions prévus à l'article 24 applicables après la perte du caractère unipersonnel de la société.

ARTICLE 12 - DROITS ET OBLIGATIONS ATTACHES AUX TITRES DE CAPITAL

L'associé unique ne supporte les pertes qu'à concurrence de ses apports.

Sauf à tenir compte, s'il y a lieu, des droits de titres de capital de catégories différentes qui pourraient être émis, chaque titre de capital donne droit à une part proportionnelle à la quotité du capital qu'il représente dans les bénéfices, l'actif social et le boni de liquidation.

Sous la même réserve et, le cas échéant, sous réserve de prescriptions impératives, il sera fait masse entre tous les titres de capital indistinctement de toutes exonérations ou imputations fiscales, comme de toutes taxations susceptibles d'être prises en charge par la société, avant de procéder à tout remboursement au cours de l'existence de la société ou à sa liquidation, de telle sorte que, compte tenu de leur valeur nominale respective, tous les titres de capital alors existants reçoivent la même somme nette quelles que soient leur origine et leur date de création.

ARTICLE 13 – PRESIDENT DE LA SOCIETE – DIRECTEUR GENERAL – DIRECTEUR GENERAL DELEGUE

La société est dirigée et représentée par un président, le président de la société et, le cas échéant, par un ou plusieurs directeurs généraux et par un ou plusieurs directeurs généraux délégués, personnes physiques ou morales et qui peuvent être liés à la société par un contrat de travail.

Le président de la société est désigné pour une durée limitée ou non, par l'associé unique.

Le président de la société peut résilier ses fonctions en prévenant l'associé unique trois mois au moins à l'avance. Il peut être révoqué à tout moment par décision de l'associé unique. Si la révocation est décidée sans juste motif, elle peut donner lieu à des dommages et intérêts.

Le président de la société dirige et administre la société. A cet effet, il est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir en toute circonstance au nom de la société dans la limite de l'objet social et sous réserve des pouvoirs attribués à l'associé unique par les dispositions légales ou les présents statuts.

A titre de règle interne, inopposable aux tiers, le président de la société ne peut, sans l'autorisation de l'associé unique :

- contracter des emprunts à l'exception des découverts en banque ou des dépôts consentis par l'associé unique,
- effectuer des achats, échanges ou ventes d'établissements commerciaux ou d'immeubles,
- constituer des sûretés, consentir des cautionnements, avals et garanties,
- participer à la fondation de sociétés et faire tous apports à des sociétés constituées ou à constituer, prendre une participation dans ces sociétés,
- prononcer la dissolution anticipée d'une filiale dont la société détient la totalité des titres de capital et des droits de vote.

Cette limitation de pouvoirs ne s'applique pas au président de la société qui la qualité d'associé unique.

Le président de la société la représente à l'égard des tiers.

Sur proposition du président de la société, le ou les directeurs généraux, le ou les directeurs généraux délégués sont désignés par l'associé unique, pour une durée limitée ou non.

En cas de cessation des fonctions du président de la société, ils conservent, sauf décision contraire de l'associé unique, leurs fonctions jusqu'à la nomination du nouveau président.

Chaque directeur général et chaque directeur général délégué a les mêmes pouvoirs, tant vis-à-vis des tiers qu'à titre interne, que ceux attribués par le présent article au président de la société, à l'exclusion des pouvoirs propres consentis à celui-ci par les autres articles.

Tout directeur général et tout directeur général délégué peut résilier ses fonctions ou être révoqué dans les mêmes conditions que le président de la société.

Le président de la société, le ou les directeurs généraux et le ou les directeurs généraux délégués ont droit à une rémunération dont le montant et les modalités sont fixés l'associé unique.

S'il existe un comité d'entreprise au sein de la société, ses délégués exercent les droits définis par l'article L. 2323-66 du Code du travail, exclusivement auprès du président de la société.

ARTICLE 14 - CONVENTIONS ENTRE LA SOCIÉTÉ ET SES DIRIGEANTS

Les conventions intervenues directement ou par personne interposée entre la société et un dirigeant sont mentionnées au registre des décisions sociales.

Lorsque le dirigeant n'est pas associé, les conventions intervenant entre lui et la société, directement ou par personne interposée, sont soumises à l'autorisation préalable de l'associé unique.

Sauf l'exception prévue par la loi, les conventions portant sur les opérations courantes conclues à des conditions normales sont communiquées au commissaire aux comptes.

A peine de nullité du contrat, il est interdit au président de la société, personne physique, de contracter sous quelque forme que ce soit, des emprunts auprès de la société, de se faire consentir par elle un découvert, en compte courant ou autrement, ainsi que de faire cautionner ou avaliser par elle ses engagements envers les tiers. La même interdiction s'applique aux dirigeants de la personne morale, président de la société. Elle s'applique également aux conjoint, ascendants et descendants des personnes visées au présent alinéa ainsi qu'à toute personne interposée.

ARTICLE 15 - COMMISSAIRES AUX COMPTES

Le contrôle de la société est exercé par un ou plusieurs commissaires aux comptes qui exercent leurs fonctions dans les conditions prévues par la loi.

ARTICLE 16 - OBJET DES DÉCISIONS DE L'ASSOCIÉ UNIQUE

Les pouvoirs dévolus à la collectivité des associés par les dispositions légales applicables aux sociétés par actions simplifiées comprenant plusieurs associés sont exercés par l'associé unique qui, en cette qualité, ne peut déléguer ses pouvoirs et prend les décisions suivantes :

- approbation des comptes annuels et affectation des résultats, à l'exception des distributions d'acomptes sur dividendes qui sont de la compétence du président de la société,
- nomination, révocation du président de la société et du ou des directeurs généraux,
- fixation de leur rémunération et de la durée de leurs fonctions,
- autorisation des opérations qui excèdent les pouvoirs des dirigeants,
- nomination des commissaires aux comptes,
- augmentation, amortissement ou réduction de capital,
- création d'actions de préférence, rachat ou conversion desdites actions,
- émission de valeurs mobilières donnant accès au capital,
- autorisation à donner au président de la société afin de consentir des options de souscription ou d'achat de titres de capital ou des attributions gratuites d'actions en application des régimes légaux d'actionnariat des salariés correspondants,
- fusion, scission ou apport partiel soumis au régime des scissions,
- transformation en société d'une autre forme,
- prorogation de la durée de la société,
- modification des statuts dans toutes leurs autres dispositions,
- dissolution anticipée de la société, règlement du régime de la liquidation, nomination et révocation du ou des liquidateurs.

L'associé unique statue enfin sur toute autre proposition concernant la conduite des affaires sociales.

S'il existe un comité d'entreprise, celui-ci, représenté par un de ses membres délégué à cet effet, peut demander au président et à l'associé unique de l'aviser, par écrit, de la date à laquelle doit être prises par l'associé unique la décision relative à l'examen des comptes annuels.

En ce cas, la société est tenue d'envoyer cet avis, par écrit, au demandeur trente cinq jours au moins avant la date prévue pour la prise de la décision.

Les demandes d'inscription des projets de résolution doivent être adressées par le représentant du comité d'entreprise dûment mandaté au siège de la société par lettre recommandée avec avis de réception, vingt jours au moins avant la date prévue pour la prise de la décision.

Les demandes sont accompagnées du texte des projets de résolution qui peuvent être assortis d'un bref exposé des motifs.

L'associé unique accuse réception des projets de résolution par lettre recommandée au représentant du comité d'entreprise dans le délai de cinq jours à compter de la réception de ces projets.

ARTICLE 17 - INFORMATION DE L'ASSOCIE UNIQUE

S'il n'exerce pas lui-même la présidence de la société, l'associé unique a, sur tous les documents sociaux, un droit de communication permanent qui lui assure l'information nécessaire à la connaissance de la situation de la société et à l'exercice de ses droits.

En outre, sont tenus à sa disposition quinze (15) jours au moins avant la date où il est appelé à les approuver, les comptes annuels individuels et, le cas échéant, consolidés, le rapport du commissaire aux comptes, le rapport de gestion, tout autre rapport ou document requis par la législation en vigueur et le texte des projets de résolution.

Pour toute autre consultation, le président de la société non associé adresse ou remet à l'associé unique avant qu'il ne soit invité à prendre les décisions qui lui incombent, le texte des projets de résolution et le rapport du président de la société ainsi que, le cas échéant, le rapport du commissaire aux comptes et des commissaires à compétence particulière.

ARTICLE 18 - EXERCICE SOCIAL – COMPTES SOCIAUX

L'exercice social commence le 1^{er} janvier et finit le 31 décembre.

A la clôture de chaque exercice, le président de la société dresse l'inventaire de l'actif et du passif, les comptes annuels et établit un rapport de gestion.

Ces documents comptables et ce rapport sont mis à la disposition du commissaire aux comptes un mois au moins avant la date à laquelle l'associé unique est appelé à les approuver ou, si ce dernier n'exerce pas lui-même la présidence, un mois au moins avant la date à partir de laquelle il peut exercer son droit d'information.

L'associé unique approuve les comptes, après rapport du commissaire aux comptes, dans les six mois suivant la date de clôture de l'exercice.

Lorsque des comptes consolidés sont établis, ils sont également approuvés par l'associé unique dans ce délai.

ARTICLE 19 - AFFECTATION ET REPARTITION DU BENEFICE

Le bénéfice distribuable est constitué par le bénéfice de l'exercice, diminué des pertes antérieures et de la dotation à la réserve légale et augmenté du report bénéficiaire.

Ce bénéfice peut, en tout ou en partie, être reporté à nouveau, être affecté à des fonds de réserve généraux ou spéciaux ou être appréhendé par l'associé unique à titre de dividende. La décision est prise par l'associé unique.

En outre, l'associé unique peut décider la mise en distribution de sommes prélevées sur les réserves dont il a la disposition ; en ce cas, la décision indique expressément les postes de réserves sur lesquels les prélèvements sont effectués. Toutefois, le dividende est prélevé par priorité sur le bénéfice distribuable de l'exercice.

ARTICLE 20 - PERTE DU CAPITAL - DISSOLUTION

Si les pertes constatées dans les documents comptables ont pour effet d'entamer les capitaux propres dans la proportion fixée par la loi, le président de la société est tenu de suivre, dans les délais impartis, la procédure prévue par la loi s'appliquant à cette situation et, en premier lieu, de provoquer une décision de l'associé unique à l'effet de décider s'il y a lieu à dissolution anticipée de la société. La décision de l'associé est publiée.

La dissolution anticipée peut aussi résulter, même en l'absence de pertes, d'une décision de l'associé unique.

ARTICLE 21 - LIQUIDATION

A l'expiration de la durée de la société ou en cas de dissolution anticipée, la société est en liquidation, sauf dans les cas prévus par la loi, notamment lorsque l'associé unique est une personne morale.

L'associé unique règle le régime de la liquidation et nomme un ou plusieurs liquidateurs.

L'actif net, après remboursement du nominal des titres de capital, est attribué à l'associé unique.

ARTICLE 22 - PERTE DU CARACTÈRE UNIPERSONNEL

L'existence de plusieurs associés entraîne la disparition du caractère unipersonnel de la société. Telle est la conséquence notamment de la survenance d'une indivision sur les actions, en pleine propriété ou en nue-propriété, chaque indivisaire ayant la qualité d'associé.

La société se trouvera alors régie par les dispositions propres aux sociétés par actions simplifiées dont le capital est la propriété de plusieurs associés, ainsi que par les dispositions des présents statuts pour autant qu'elles ne sont pas spécifiques à la société par actions simplifiée unipersonnelle ni contraires aux articles 23 à 32 ci-après et sans préjudice de la faculté laissée alors aux associés de modifier les statuts.

La société retrouvera son caractère unipersonnel dès la réunion de toutes les actions dans une même main. Elle adoptera à nouveau le fonctionnement d'une société par actions simplifiée unipersonnelle selon les dispositions des articles 1 à 21.

ARTICLE 23 - MODIFICATIONS DU CAPITAL, - ROMPUS

En cas d'émission de titres de capital ou de valeurs mobilières donnant accès au capital, la transmission du droit de souscription à ces titres ou valeurs est soumise aux dispositions prévues à l'article 24 pour la transmission des titres eux-mêmes. Ces dispositions sont également applicables en cas de renonciation individuelle d'un associé à son droit préférentiel de souscription.

Les augmentations et réductions du capital sont réalisées nonobstant l'existence de « rompus ». Dans ce cas, comme chaque fois qu'il est nécessaire de posséder plusieurs titres pour exercer un droit quelconque notamment par conversion, échange ou attribution, les titulaires possédant un nombre de titres inférieur à celui requis pour exercer ce droit doivent faire leur affaire personnelle de l'achat ou de la vente des titres nécessaires.

La société a toujours la faculté d'exiger, par une décision extraordinaire des associés, le rachat de tout ou partie de ses propres actions de préférence.

ARTICLE 24 - TRANSMISSION DES TITRES DE CAPITAL ET DES VALEURS MOBILIERES DONNANT ACCES AU CAPITAL - AGREMENT

La transmission des titres de capital et des valeurs mobilières donnant accès au capital, s'opère par virement de compte à compte dans les livres de la société. Seuls les titres libérés des versements exigibles peuvent être admis à cette formalité.

Toute transmission sous quelque forme que ce soit de titres de capital et de valeurs mobilières donnant accès au capital, quel qu'en soit le bénéficiaire même s'il est déjà associé, est soumise à agrément préalable de la société, que cette transmission résulte d'une cession, d'une succession ou de la liquidation de biens entre époux ou encore de la disparition de la personnalité morale d'un associé, y compris si cette disparition emporte transmission universelle du patrimoine.

L'agrément est donné par décision collective extraordinaire des associés.

En cas de cession, le cédant prend part au vote et ses titres sont pris en compte pour le calcul de la majorité. En cas de succession, les titres de l'associé décédé ne sont pas pris en compte pour le calcul de la majorité. En cas de liquidation d'une communauté de biens du vivant des époux ou résultant du décès du conjoint de l'associé, l'époux associé prend part au vote et les titres inscrits à son nom sont pris en compte pour le calcul de la majorité.

Si la société refuse d'agréer la transmission, le président de la société doit, dans le délai de trois mois à compter du refus faire acquérir les valeurs mobilières, soit par des associés, soit par des tiers, eux-mêmes soumis à agrément, à un prix fixé dans les conditions prévues par l'article 1843-4 du code civil, sauf si, en cas de cession, le cédant renonce à son projet. La société peut également, avec l'accord du cédant, racheter les valeurs mobilières. Dans ce cas, elle est tenue de les céder dans un délai de six mois ou de les annuler.

L'héritier ou le conjoint non agréé est seulement créancier de la société et n'a droit qu'à la valeur des droits sociaux de son auteur.

Si à l'expiration du délai imparti et éventuellement prorogé l'achat ou le rachat des titres n'est pas intervenu, le consentement à la transmission est acquis.

ARTICLE 25 - CONVENTIONS ENTRE LA SOCIÉTÉ ET SES DIRIGEANTS OU UN ASSOCIÉ

Les conventions intervenant, directement ou par personne interposée, entre la société et son président, l'un de ses dirigeants, l'un de ses associés disposant d'une fraction des droits de vote supérieure à dix pour cent (10 %) ou, s'il s'agit d'une société associée, la société la contrôlant au sens de l'article L 233-3 du Code de Commerce, sont soumises à un contrôle des associés.

Le commissaire aux comptes présente aux associés un rapport sur ces conventions. Les associés statuent sur ce rapport lorsqu'ils statuent sur les comptes annuels, l'associé intéressé par la convention ne peut prendre part au vote et ses titres de capital ne sont pas pris en compte pour le calcul de la majorité.

Sauf l'exception prévue par la loi, les conventions portant sur les opérations courantes conclues à des conditions normales sont communiquées au commissaire aux comptes et à tout associé, sur sa demande.

Les interdictions prévues à l'article 14 s'appliquent dans les conditions déterminées par cet article au président de la société et aux directeurs généraux.

ARTICLE 26 - DECISIONS COLLECTIVES DES ASSOCIÉS

Les pouvoirs dévolus à l'associé unique dans le cadre de la société unipersonnelle sont exercés par la collectivité des associés dans les formes et conditions ci-après prévues.

ARTICLE 27 - OBJET DES DÉCISIONS COLLECTIVES DES ASSOCIÉS

Les décisions qui sont prises collectivement par les associés sont ordinaires ou extraordinaires.

Les décisions ordinaires sont les suivantes :

- approbation des comptes annuels et affectation des résultats, à l'exception des distributions d'acomptes sur dividendes qui sont de la compétence du président de la société,
- examen du rapport du commissaire aux comptes sur les conventions visées à l'article 30 et décisions s'y rapportant,
- nomination, révocation du président de la société et du ou des directeurs généraux, détermination de la durée de leurs fonctions, fixation de leur rémunération,
- autorisation des opérations qui excèdent les pouvoirs des dirigeants,

- nomination des commissaires aux comptes.

Au moyen de décisions ordinaires, les associés statuent également sur toute proposition concernant la conduite des affaires sociales.

Les décisions extraordinaires sont les suivantes :

- agrément préalable des cessionnaires de titres de capital et de valeurs mobilières donnant accès au capital,
- augmentation, amortissement ou réduction de capital,
- création d'actions de préférence, rachat ou conversion desdites actions,
- émission de valeurs mobilières donnant accès au capital,
- autorisation à donner au président de la société afin de consentir des options de souscription ou d'achat de titres de capital ou des attributions gratuites d'actions en application des régimes légaux d'actionnariat des salariés correspondants,
- fusion, scission ou apport partiel soumis au régime des scissions,
- transformation en société d'une autre forme,
- prorogation de la durée de la société,
- modification des statuts dans toutes leurs autres dispositions,
- dissolution anticipée de la société, règlement du régime de la liquidation, nomination et révocation du ou des liquidateurs, fixation de leurs pouvoirs et de leur rémunération.

ARTICLE 28 - FORME DES DÉCISIONS COLLECTIVES

Les décisions collectives des associés résultent au choix du président de la société d'une assemblée ou d'une consultation écrite. Elles peuvent également, quel qu'en soit l'objet, résulter du consentement de tous les associés exprimé dans un acte.

En cas de réunion d'une assemblée, elle est convoquée par le président de la société.

La convocation est faite quinze (15) jours au moins avant la date de la réunion, soit par lettre ordinaire ou recommandée, soit par télécopie ou un moyen électronique de télécommunication. Elle indique l'ordre du jour.

Toutefois, l'assemblée peut être convoquée verbalement et se réunir sans délai, si tous les associés sont présents ou régulièrement représentés et y consentent.

L'assemblée est présidée par le président de la société. A défaut, elle élit son président.

Une feuille de présence est émargée par les membres de l'assemblée et certifiée exacte par le président de séance.

Seules les questions inscrites à l'ordre du jour sont mises en délibération à moins que les associés soient tous présents et décident d'un commun accord de statuer sur d'autres questions.

En cas de consultation écrite, le président de la société adresse à chaque associé, par lettre recommandée, le texte des projets de résolution ainsi que tous documents utiles à leur information.

Les associés disposent d'un délai de quinze (15) jours à compter de la date de réception des résolutions pour émettre leur vote par écrit, le vote étant pour chaque résolution formulée par les mots "oui" ou "non". La réponse est adressée par lettre recommandée ou déposée par l'associé au siège social. Tout associé n'ayant pas répondu dans le délai imparti est considéré comme s'étant abstenu.

S'il existe un comité d'entreprise, celui-ci, représenté par un de ses membres délégué à cet effet, peut demander au président de l'aviser, par écrit, de la date où doivent être prises par les associés les décisions concernant les comptes annuels.

En ce cas, la société est tenue d'envoyer cet avis, par écrit, au demandeur trente cinq jours au moins avant la date prévue pour la réunion des associés ou la prise des décisions.

Les demandes d'inscription des projets de résolution doivent être adressées par le représentant du comité d'entreprise dûment mandaté au siège de la société par lettre recommandée avec avis de réception, vingt jours au moins avant la date prévue pour la réunion des associés ou la prise des décisions.

Les demandes sont accompagnées du texte des projets de résolution qui peuvent être assortis d'un bref exposé des motifs.

Le président accuse réception des projets de résolution par lettre recommandée au représentant du comité d'entreprise dans le délai de cinq jours à compter de la réception de ces projets.

ARTICLE 29 - PARTICIPATION AUX DÉCISIONS COLLECTIVES

Tout associé a droit de participer aux décisions collectives dès lors que ses titres de capital sont inscrits en compte à son nom.

Les propriétaires indivis de titres de capital sont tenus de se faire représenter auprès de la société par un mandataire commun de leur choix.

En cas de démembrement de propriété, le droit de vote attaché au titre de capital appartient à l'usufruitier pour les décisions ordinaires et au nu-proprétaire pour les décisions extraordinaires.

L'associé peut se faire représenter à l'assemblée par son conjoint ou par un autre associé justifiant d'un mandat.

La société ne peut valablement exercer le droit de vote attaché aux actions propres qu'elle pourrait détenir. En outre, les associés dont les actions seraient, au sein d'une société anonyme ne faisant pas appel public à l'épargne, privés du droit de vote par la loi, seront, dans les mêmes conditions, privés du droit de vote, sauf dispositions contraire des présents statuts.

ARTICLE 30 - RÈGLES DE MAJORITE POUR L'ADOPTION DES DECISIONS COLLECTIVES

Les décisions collectives ordinaires sont prises à la majorité des voix attachées aux actions existantes bénéficiant du droit de vote et les décisions extraordinaires sont prises à la majorité des deux tiers des voix attachées aux actions existantes bénéficiant du droit de vote.

Toutefois, les décisions suivantes sont prises à l'unanimité des associés :

- modification, adoption ou suppression des clauses statutaires visées à l'article 227-19 du Code de Commerce notamment celles relatives à l'agrément des cessionnaires de titres de capital et des valeurs mobilières donnant accès au capital,
- augmentation de l'engagement des associés,
- changement de la nationalité de la société.

ARTICLE 31 - PROCÈS VERBAUX

Toute délibération de l'assemblée des associés est constatée par un procès-verbal qui indique notamment la date et le lieu de la réunion, l'identité du président de séance, le mode de convocation, l'ordre du jour, les documents et rapports soumis à l'assemblée, un résumé des débats, le texte des résolutions mises aux voix et le résultat des votes. En cas de consultation écrite, le procès-verbal qui en est dressé et auquel est annexée la réponse de chaque associé, fait mention de ces indications, dans la mesure où il y a lieu.

Les procès-verbaux sont établis et signés par le président de la société ou, le cas échéant, de séance, sur un registre spécial tenu à la diligence du président.

Lorsque la décision des associés résulte de leur consentement exprimé dans un acte, cette décision est mentionnée, à sa date, dans le registre spécial. L'acte lui-même est conservé par la société de manière à permettre sa consultation en même temps que le registre.

ARTICLE 32 - DROIT D'INFORMATION DES ASSOCIES

Tout associé a le droit de prendre par lui-même, au siège social, connaissance des documents suivants concernant les trois derniers exercices : comptes annuels, individuels et le cas échéant consolidés, inventaires, rapports soumis aux associés et procès-verbaux des décisions collectives.

En vue de leur approbation, les comptes annuels, individuels et le cas échéant consolidés, les rapports du commissaire aux comptes, le rapport de gestion, tout autre rapport ou document requis par la législation en vigueur et le texte des projets de résolution sont tenus à la disposition des associés quinze (15) jours au moins avant la date où ils sont appelés à les approuver. Ils sont adressés à tout associé qui en fait la demande dans ce délai.

Pour toute autre consultation, le président de la société adresse ou remet aux associés avant qu'ils ne soient invités à prendre leurs décisions, le texte des projets de résolution et le rapport sur ces projets ainsi que, le cas échéant, le rapport du commissaire aux comptes et des commissaires à compétence particulière.

ARTICLE 33 - APPORTS

Toutes les parts d'origine représentant l'apport de numéraire ont été libérées intégralement.

L'associé unique a versé la somme de 1.000 euros. Cette somme a été, dès avant ce jour, déposée à la banque à un compte ouvert au nom de la société.

SOGEFI TRAVAUX
Société par actions simplifiée au capital de 11.218.826 euros
Siège social : 27, rue Alessandro Volta – Espace Phare
33700 MERIGNAC
501 637 177 RCS BORDEAUX

ACTE UNANIME DES ASSOCIES

LES SOUSSIGNES :

- Monsieur Philippe DURAND, propriétaire de 330.042 actions,
- Monsieur Xavier BOUCKAERT, propriétaire de 660.085 actions,
- La société CASSOUS, représentée par Monsieur Henri CASSOUS, propriétaire de 10.228.699 actions,

Seuls associés de la société SOGEFI TRAVAUX, société par actions simplifiée au capital de 11.218.826 euros, dont le siège social est situé 27, rue Alessandro Volta – Espace Phare – 33700 MERIGNAC, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de BORDEAUX sous le numéro 501 637 177 (ci-après la « Société »),

ONT PRIS, CONFORMEMENT AUX DISPOSITIONS DES ARTICLES 22, 23, 26 ET 27 DES STATUTS DE LA SOCIETE, LES DECISIONS SUIVANTES RELATIVES A :

- Création du mandat de Directeur Général Délégué de la Société et modification corrélative de l'article 13 « PRESIDENT DE LA SOCIETE – DIRECTEUR GENERAL » ;
- Nomination de Monsieur Xavier MARCHESNAY en qualité de Directeur Général Délégué ;
- Attribution gratuite d'actions au profit de Dirigeants de la Société, détermination des conditions et modalités de cette attribution ainsi que de la durée de la période d'acquisition et de conservation des actions ainsi attribuées ;
- Délégation de pouvoirs au Président afin de déterminer les bénéficiaires des actions et les critères et conditions de leur attribution, ainsi que le nombre d'actions à attribuer à chacun d'eux ;
- Délégation de pouvoirs au Président en vue de constater, à l'issue de la période d'acquisition, l'attribution définitive des actions, dans les conditions déterminées par les Associés, et l'augmentation de capital correspondante ainsi que la modification corrélative des statuts de la Société.

PREMIERE DECISION

Les Associés, après avoir entendu la lecture du rapport du Président, décident à l'unanimité de créer le mandat de Directeur Général Délégué.

En conséquence, les Associés décident à l'unanimité de modifier l'article 13 « PRESIDENT DE LA SOCIETE – DIRECTEUR GENERAL » des statuts comme suit :

ARTICLE 13 – PRESIDENT DE LA SOCIETE – DIRECTEUR GENERAL – DIRECTEUR GENERAL DELEGUE

Le texte de l'article est purement et simplement remplacé par ce qui suit :

« La société est dirigée et représentée par un président, le président de la société et, le cas échéant, par un ou plusieurs directeurs généraux et par un ou plusieurs directeurs généraux délégués, personnes physiques ou morales et qui peuvent être liés à la société par un contrat de travail.

Le président de la société est désigné pour une durée limitée ou non, par l'associé unique.

Le président de la société peut résilier ses fonctions en prévenant l'associé unique trois mois au moins à l'avance. Il peut être révoqué à tout moment par décision de l'associé unique. Si la révocation est décidée sans juste motif, elle peut donner lieu à des dommages et intérêts.

Le président de la société dirige et administre la société. A cet effet, il est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir en toute circonstance au nom de la société dans la limite de l'objet social et sous réserve des pouvoirs attribués à l'associé unique par les dispositions légales ou les présents statuts.

A titre de règle interne, inopposable aux tiers, le président de la société ne peut, sans l'autorisation de l'associé unique :

- contracter des emprunts à l'exception des découverts en banque ou des dépôts consentis par l'associé unique,*
- effectuer des achats, échanges ou ventes d'établissements commerciaux ou d'immeubles,*
- constituer des sûretés, consentir des cautionnements, avals et garanties,*
- participer à la fondation de sociétés et faire tous apports à des sociétés constituées ou à constituer, prendre une participation dans ces sociétés,*
- prononcer la dissolution anticipée d'une filiale dont la société détient la totalité des titres de capital et des droits de vote.*

Cette limitation de pouvoirs ne s'applique pas au président de la société qui la qualité d'associé unique.

Le président de la société la représente à l'égard des tiers.

Sur proposition du président de la société, le ou les directeurs généraux, le ou les directeurs généraux délégués sont désignés par l'associé unique, pour une durée limitée ou non.

En cas de cessation des fonctions du président de la société, ils conservent, sauf décision contraire de l'associé unique, leurs fonctions jusqu'à la nomination du nouveau président.

Chaque directeur général et chaque directeur général délégué a les mêmes pouvoirs, tant vis-à-vis des tiers qu'à titre interne, que ceux attribués par le présent article au président de la société, à l'exclusion des pouvoirs propres consentis à celui-ci par les autres articles.

Tout directeur général et tout directeur général délégué peut résilier ses fonctions ou être révoqué dans les mêmes conditions que le président de la société.

Le président de la société, le ou les directeurs généraux et le ou les directeurs généraux délégués ont droit à une rémunération dont le montant et les modalités sont fixés l'associé unique.

S'il existe un comité d'entreprise au sein de la société, ses délégués exercent les droits définis par l'article L. 2323-66 du Code du travail, exclusivement auprès du président de la société. »

DEUXIEME DECISION

Les Associés décident à l'unanimité de nommer en qualité de Directeur Général Délégué, à compter de ce jour et pour une durée illimitée :

- Monsieur Xavier MARCHESNAY, né le 9 mars 1971 à NANTES (44), demeurant 305 Avenue Francillon – 33127 SAINT JEAN D'ILLAC.

TROISIEME DECISION

Les Associés, après avoir entendu la lecture du rapport du Président et du rapport spécial du Commissaire aux comptes, décident à l'unanimité d'autoriser le Président, en application des dispositions des articles L 225-129-6, L 225-138-1 et L 225-197-1 du Code de commerce, à procéder à une attribution gratuite d'actions de la Société au profit de Dirigeants de la Société (en ce compris le Président, les Directeurs Généraux, les Directeurs Généraux Délégués de la Société), dont il appartiendra au Président de déterminer l'identité, en fonction des critères et conditions d'attribution qu'il aura défini, dans la limite de 146.395 actions représentant 1,29 % du capital social et à augmenter corrélativement, en une ou plusieurs fois et sur ses seules décisions, le capital social d'un montant nominal qui ne pourra excéder 146.395 euros, soit 1,29% du capital social, par prélèvement sur les réserves disponibles de la Société à l'expiration de la période d'acquisition de ces actions gratuites rendant leur attribution définitive.

Les Associés constatent que l'autorisation d'attribuer gratuitement les actions, emporte renonciation automatique des associés à leur droit préférentiel de souscription au profit des bénéficiaires des actions attribuées gratuitement, l'augmentation correspondante étant définitivement réalisée du seul fait de l'attribution définitive des actions à leurs bénéficiaires.

Cette augmentation de capital sera réalisée par incorporation et prélèvement sur les réserves disponibles de la Société.

L'attribution gratuite des actions nouvelles à leurs bénéficiaires ne sera définitive qu'au terme d'une période d'acquisition, dont la durée minimale est fixée à un an.

En cas de démission pendant cette période d'acquisition, les bénéficiaires perdent leurs droits à l'attribution gratuite des actions.

En cas de départ à la retraite ou d'invalidité autre que celle présentant les caractéristiques visées à l'article L 225-197-1 I alinéa 5 du Code de commerce pendant cette période d'acquisition, les bénéficiaires pourront demander l'attribution gratuite des actions dans un délai de 6 mois à compter de l'événement.

La durée de cette période d'acquisition sera réduite et l'attribution considérée comme définitive, avant même l'expiration de la durée ci-dessus fixée en cas d'invalidité du bénéficiaire le rendant absolument incapable d'exercer une profession quelconque.

Les actions gratuitement attribuées aux dirigeants de la Société devront être conservées par ces derniers jusqu'à la cessation de leurs fonctions, la cession desdites actions étant interdite avant cette date.

QUATRIEME DECISION

Les Associés décident à l'unanimité que l'autorisation visée sous la décision précédente est consentie pour une durée de 38 mois à compter de ce jour.

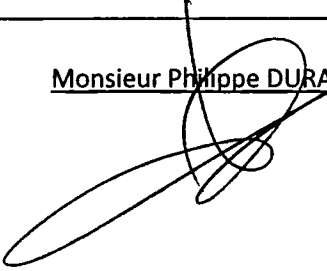
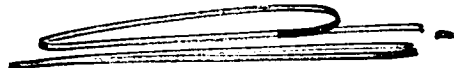
Dans ce cadre, les Associés décident à l'unanimité de déléguer tous pouvoirs au Président pour mettre en œuvre cette autorisation, dans les limites et sous les conditions précisées ci-dessus, à l'effet notamment de :

- fixer les conditions et critères d'attribution que devront remplir les bénéficiaires d'actions nouvelles ;
- déterminer, en application de ces conditions et critères, l'identité des bénéficiaires de l'attribution gratuite d'actions nouvelles ;
- décider du nombre d'actions à émettre ;
- constater, à l'expiration de la période d'acquisition, la réalisation de l'augmentation de capital à concurrence du montant des actions qui seront effectivement attribuées gratuitement aux personnes désignées par le Président ;
- procéder aux formalités consécutives et apporter aux statuts les modifications corrélatives ;
- et d'une façon générale, prendre toutes mesures pour la réalisation de l'augmentation de capital dans les conditions prévues par les dispositions législatives et réglementaires.

CINQUIEME DECISION

Conformément à la loi, les Associés décident à l'unanimité que l'Assemblée Générale sera informée, dans un rapport spécial établi à cet effet par le Président des attributions d'actions gratuites effectuées en vertu de l'autorisation consentie sous la première décision. Ce rapport devra contenir toutes les mentions visées à l'article L 225-197-4 du Code de commerce.

A MERIGNAC,
Le 23 juin 2017.

<p><u>Monsieur Philippe DURAND</u></p> 	<p><u>Monsieur Xavier BOUCKAERT</u></p> 
<p><u>Pour la société CASSOUS,</u> <u>Monsieur Henri CASSOUS</u></p> 